

POURQUOI LA FRANCE DEVIENT « HOMME MALADE DE L'EUROPE »

PFG - 11 juin 2014

Plusieurs événements récents français contribuent fortement à la persistance d'un fort climat de sinistrose : vraie fausse surprise des résultats des élections européennes, constat au grand jour de divisions au sein des partis de gouvernement, compilation de grèves et de mouvements sociaux (intermittents, SNCF, taxis)... Sans compter sur l'absence totale de croissance et la persistance d'un très haut niveau de chômage.

La France apparaît donc une nouvelle fois de façon clairement peu enviable au cœur des médias européens, le triomphe du FN succédant au thème d'une France « [homme malade de l'Europe](#), concept-valise conjuguant langueur, déclin et surtout incapacité au sursaut et à l'adaptation, et désormais ingouvernabilité.

Quel est donc ce concept d'homme malade de l'Europe, qui a eu le déshonneur de le porter et le méritons-nous ? On date au milieu du XIX^{ème} siècle la fameuse appellation, le premier malade étant l'empire ottoman, décrit par le tsar Nicolas 1^{er} comme « *un homme malade, gravement malade, tombé en décrépitude* ». De fait l'immense puissance ottomane a poursuivi ses déboires jusqu'à la création de la Turquie moderne par Mustapha Kemal dans les années 1920.

La presse allemande invente ensuite dans les années 1960 « *la maladie anglaise* » liée à la décadence britannique : déclin économique avec mise sous tutelle du FMI en 1976, pessimisme et cynisme généralisés, alternance de gouvernements se limitant à « *ranger les chaises sur le pont du Titanic en train de couler* », conflictualité sociale sans limites aboutissant à la grève générale du « *winter of discontent* » de 1979 qui met en selle Margaret Thatcher.

C'est ensuite l'Allemagne de la fin des années 1990 qui a endossé le maillot, en lien avec les difficultés liées à la réunification et qui ont brutalement mis fin au miracle économique d'après-guerre. Dans les années 2000 cap au Sud : d'abord été l'Italie puis au début des années 2010 les PIGS de la crise de l'euro - Grèce, Portugal, Espagne plus l'Irlande - d'une presse anglo-saxonne toujours friande de formules choc.

Depuis 2012 c'est la France qui devient le titulaire peu enviable de l'appellation : une de *The Economist* en 2012 faisant de la France comme la [nouvelle bombe à retardement au cœur de l'Europe](#), le [règlement de comptes par courriers interposés](#) entre Arnaud Montebourg et Richard Taylor, PDG américain de Titan, [propos de Georges Soros](#) faisant de la France le maillon faible européen...

Le réquisitoire est le suivant : perte de compétitivité et désindustrialisation, incapacité à purger les déficits budgétaire et extérieur, problème jamais réglé du chômage, « *paresse* » d'une France des 35 heures, pouvoir excessif et idéologie anti entreprise des syndicats, carence de vision, de pédagogie et de courage de gouvernements successifs incapables d'adapter le pays à son environnement.

Si ce réquisitoire contient les raccourcis et exagérations des discours médiatiques, il n'en inclut pas moins des données objectives qu'on peut compléter par trois séries de faits. Tout d'abord le déclin de l'influence française en Europe et au-delà : on est loin de l'époque glorieuse d'une France matrice des initiatives européennes et qui a encore semblé, il y a seulement trois ans, co-piloter avec l'Allemagne la première crise de la zone euro. Ensuite un pessimisme hexagonal étouffant : « *société de défiance* », sondages répétés faisant des français les citoyens du monde les plus pessimistes. Enfin une configuration politique marquée par de puissantes divisions, un renforcement des extrêmes devenu éclatant le 25 mai, et des votes-sanction à répétition signe d'une insatisfaction profonde dans la gestion des affaires publiques mais aboutissant à tout sauf à la formulation d'un projet réaliste, constructif et mobilisateur.

Cette mauvaise image de la France peut au final être vue positivement ou négativement. On peut sombrement constater rétrospectivement qu'un pays peut durablement garder le statut d'homme malade, plusieurs décennies voire davantage. Le côté positif tient au changement de titulaire : le malade peut retrouver tout ou partie de son rang, souvent sous la férule d'un responsable politique qui devient ex post l'incarnation mythologique du redressement, comme Gerhard Schröder pour l'Allemagne il y a dix ans.

Souhaitons donc que « l'homme malade de l'Europe » hexagonal devienne assez rapidement le « patient français » capable d'absorber une médication mettant fin à sa langueur, lui permettant de retrouver optimisme, sens de l'avenir et capacité à faire levier sur ses atouts qu'on dit si nombreux.